

# **La lutte contre la rigueur sociale requiert une nouvelle perspective socialiste**

**Déclaration du comité de rédaction du World Socialist Web Site, 6 septembre 2010**

Les travailleurs qui défilèrent le 7 septembre dans des manifestations organisées par les syndicats contre la réforme des retraites du président français Nicolas Sarkozy se trouvent à un carrefour politique. Aussi important que soit le nombre de personnes se joignant au défilé, ceci en soi ne produirait aucune expression politique efficace de leur colère légitime de se voir spoliées par l'aristocratie financière. Dans la tourmente de la plus grande crise du capitalisme mondial depuis les années 1930, de nouvelles formes de politique ouvrière et de mobilisation sociale sont requises.

Des journées d'action répétées contre Sarkozy ne l'ont pas empêché de réduire les retraites, d'augmenter la durée de travail hebdomadaire et de réduire radicalement les dépenses sociales. Comme le montrent ses propositions pour une législation sécuritaire fascisante – dont des projets d'emprisonnement et de déportation de masse d'immigrants – elles n'ont également pas réussi à stopper une érosion dangereuse des droits démocratiques, qui ouvre la voie à une répression policière à grande échelle.

Le rôle de ces manifestations de 24 heures visant à désarmer politiquement les travailleurs a été tout particulièrement révélé lors de la récente crise financière européenne. Les syndicats grecs et le premier ministre social-démocrate George Papandreou ont réagi rapidement aux ordres des financiers que représentent l'Union européenne (UE) et le Fonds monétaire international (FMI). Alors que les syndicats, dirigés par le parti de Papandreou, PASOK, organisaient des protestations inoffensives de 24 heures, ce dernier faisait voter une série d'attaques représentant une stupéfiante réduction moyenne de 30 pour cent du niveau de vie des travailleurs grecs.

Tel est le projet de l'UE-FMI, non seulement pour la Grèce mais pour l'ensemble des pays développés, y compris la France. Le premier ministre François Fillon a dernièrement félicité Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT étroitement liée aux Staliniens, d'« être dans son rôle » dans l'organisation des défilés du 7 septembre. Il aurait pu ajouter que les répliques de Thibault venaient tout droit du scénario ré-

digé par Sarkozy et financé par les créanciers de la France dont, entre autres, les principales banques.

Thibault poursuit les négociations avec le ministre du Travail, Eric Woerth, sur la réduction des retraites, regrettant seulement que celui-ci soit discrédité par de nouvelles révélations sur ses relations corrompues avec la milliardaire Liliane Bettencourt. La raison en est que la CGT soutient les coupes de Sarkozy sur la base d'une logique purement économique de défense du capitalisme français par la CGT. Après le déclenchement de la crise économique de 2008, le seul moyen pour le capitalisme français de rester concurrentiel sur le plan international dans la lutte mondiale pour le profit et les parts de marché, est de réduire radicalement les salaires et les dépenses sociales.

Des expériences amères sont en train de briser les illusions que des protestations de 24 heures parviendraient à exercer une pression sur l'Etat afin qu'il abandonne sa politique droitière. Un sondage réalisé en juin a montré que 58 pour cent des personnes interrogées pensaient qu'elles ne produiraient aucun résultat, bien que 67 pour cent disaient soutenir une grève générale. En Europe, chaque action de la classe ouvrière risquant sérieusement de perturber la poussée des banques pour imposer la rigueur a été brutalement réprimée. L'armée a été utilisée en Grèce pour briser la grève des chauffeurs routiers. En Espagne, les grèves des travailleurs du métro de Madrid et des contrôleurs du ciel ont dû faire face à des menaces d'un déploiement de l'armée.

La question à laquelle les travailleurs sont confrontés est la suivante : quelles nouvelles perspectives et formes d'action ouvrent une voie à la classe ouvrière lui permettant d'aller de l'avant ?

Le capitalisme, que ce soit la version « néolibérale » anglo-américaine ou son cousin européen sclérosé, l'« économie sociale de marché, » a échoué. Les travailleurs doivent mener une lutte révolutionnaire pour le socialisme ; c'est-à-dire pour le pouvoir d'Etat et le contrôle démocratique de la production par la classe ouvrière internationalement. La dictature de l'aristocratie financière doit faire place à la souveraineté de la

majorité.

La faillite des syndicats et des partis de « gauche » soulève obligatoirement la question de l'héritage historique de Léon Trotsky, le co-dirigeant avec Lénine de la Révolution d'Octobre de 1917 et le fondateur de la Quatrième Internationale, assassiné en 1940 sur ordre de Staline. Son nom est indissolublement lié à la critique marxiste de la politique de collaboration de classes des syndicats, des sociaux-démocrates et de toutes les variétés de stalinisme et à la lutte pour la révolution socialiste mondiale.

La lutte pour le trotskysme au sein de la classe ouvrière est inséparable de la lutte pour s'opposer et révéler au grand jour la politique petite bourgeoise des partis existant actuellement en France et prétendant descendre du trotskysme. Ils sont experts dans l'art d'utiliser un discours pseudo-révolutionnaire pour justifier des alliances avec l'*establishment* politique et ce malgré sa politique antisociale.

Le discours prononcé par Olivier Besancenot à Port Leucate, lors de l'université d'été du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) – fondé par la Ligue Communiste révolutionnaire qui jadis avait affirmé être associée à Trotsky – est un exemple typique de ce genre de politique. Pour Besancenot, ce ne sont pas les directions politiques pro-capitalistes mais les travailleurs qui sont à blâmer pour l'adoption des coupes sociales de Sarkozy : « le premier réflexe dans les couches populaires, n'est pas d'abord celui de la solidarité, pas d'abord celui de la révolte collective. C'est malheureusement trop souvent, la débrouille, le chacun pour soi, l'individualisme, la jalousie. On regarde les acquis sociaux du voisin en pensant que ce sont des privilèges, voire pire. »

Besancenot a répété ses propositions de longue date pour s'allier à des factions de la classe dirigeante qui ne sont plus au pouvoir, notamment le Parti Socialiste (PS) libéral. Faisant remarquer les critiques à l'égard de Sarkozy émanant de la droite, il a dit que « des dissensions potentielles dans les classes possédantes » pourraient conduire à la victoire. Il a fait un parallèle entre la situation d'aujourd'hui et « la grande grève de 1936 avec le Front populaire [en France], » appelant à une « campagne unitaire » des syndicats et des partis de « gauche ».

De tels commentaires montrent absolument clairement pourquoi le NPA fut fondé sur la base d'un rejet du trotskysme comme orientation politique. Les écrits de Trotsky sur le Front populaire de 1936 – une alliance politique entre le Parti radical bourgeois, les sociaux-démocrates et le Parti communiste stalinien – sont une mise en accusation de la politique de Besancenot.

Trotsky critiqua impitoyablement le Front populaire comme étant un cartel entravant la lutte indépendante de la classe ouvrière : « Le Front populaire, nous dit-on non sans indignation, n'est pas un cartel, mais un mouvement de masse. Les définitions pompeuses ne manquent pas, certes, mais elles ne changent rien aux choses. Le but du cartel a toujours été *de freiner* le mouvement de masse en l'orientant vers la collaboration de classe... Les meetings communs, les cortèges à grand spectacle, les serments, le mariage du drapeau de la Commune avec le drapeau de Versailles, le tintamarre, la démagogie – tout cela n'a qu'un but : contenir et démoraliser le mouvement de masse. »

Trotsky qualifia les défenseurs des luttes « unifiées » aux côtés de sections de la bourgeoisie, au lieu de la révolution prolétarienne, de criminels politiques. « Si la direction du Front populaire (Herriot-Blum-Cachin-Thorez-Zyromski-Pivert) parvient à se maintenir au cours de la prochaine période décisive, » mit en garde Trotsky, le régime existant céderait « inévitablement le terrain au fascisme. La condition de la victoire du prolétariat est la *liquidation de la direction actuelle*. Le mot d'ordre de l'« unité » devient, dans ces conditions, non seulement une stupidité mais un crime. »

Les prédictions de Trotsky se concrétisèrent de façon tragique. Après avoir organisé la trahison de l'opportunité révolutionnaire de la grève générale de 1936, en échange de hausses de salaires, le Front populaire réprima brutalement les grèves de la classe ouvrière jusqu'à ce qu'il s'effondre en 1938. Alors que les sentiments fascistes se répandaient au sein de la bourgeoisie, dont le crédo devint « plutôt Hitler que Blum », la France était envahie par l'Allemagne nazie en 1939 et très vite capitulait.

L'Europe et le monde d'aujourd'hui se trouvent au bord de luttes de classe immenses qui en fin de compte ne seront pas moins explosives que celles des années 1930. La poussée de la classe dirigeante pour réduire les travailleurs à l'indigence rencontrera une résistance farouche.

Aujourd'hui, la question cruciale à laquelle sont confrontés les travailleurs et les intellectuels animés par un esprit socialiste, est de savoir quelle perspective politique peut conduire ces luttes à la victoire. Le Comité international de la Quatrième Internationale (CIQI), le mouvement trotskyste mondial, avertit les travailleurs qu'ils subiront les défaites les plus tragiques pour la classe ouvrière s'ils restent prisonniers des illusions répandues par le PS, la CGT et le NPA. Le CIQI appelle les travailleurs à lire quotidien Internet, le World Socialist Web Site, et à se joindre à la lutte pour le trotskysme.